

Sommaire

Fonctionnaires

Les syndicats du Crou-B fâchés, menacent

Soir Info - mercredi 13 novembre 2019

Les syndicats défient le gouvernement

Le Quotidien d'Abidjan - mercredi 13 novembre 2019

Les enseignants du Technique et de la Formation professionnelle dénoncent un gros cafouillage

Notre Voie - mardi 12 novembre 2019

Politique

“Une alliance qui va faire se retourner Houphouët dans sa tombe”

L'Intelligent d'Abidjan - mercredi 13 novembre 2019

Siandou Fofana installe Dr Apling Kouassi et ses collaborateurs

Le Jour Plus - mercredi 13 novembre 2019

Marcel Amon -Tanoh a défendu 4 projets de loi, hier

Le Jour Plus - mercredi 13 novembre 2019

Pourquoi les "Gor" et Eds n'en veulent pas

Le Jour Plus - mercredi 13 novembre 2019

«La Côte d'Ivoire ne brûlera point; nous allons dénicher les sempiternels déstabilisateurs »

Aujourd'hui - mercredi 13 novembre 2019

“Nous allons transformer la région du Bélier en bastion du RHDP”

Le Patriote - mardi 12 novembre 2019



UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA DE BOUAKÉ

Les syndicats du Crou-B fâchés, menacent

Le jeudi 7 novembre 2019, au Centre régional des œuvres universitaires de Bouaké (Crou-B), Timité Abdul Kader, secrétaire général de la section Crou Bouaké, du Syndicat national des agents de l'enseignement supérieur (Synages), a animé une conférence de presse. "Dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, après plusieurs menaces et intimidations, les agents se sont retrouvés, le 25 juin 2019, en présence du secrétaire général de l'Intersyndicale du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, M. Essoh. Ils ont bien voulu fédérer leurs efforts, pour mettre en place la section Synages du Crou de Bouaké. Mais elle n' a pas d'interlocuteur", a expliqué Timité Abdul Kader. Selon lui, ils n'ont aucune tribune d'expression et c'est pourquoi, a-t-il poursuivi, "on veut prendre l'opinion nationale à témoin et dire au ministre de tutelle la situation que nous vivons au sein du Crou de Bouaké". Pour le 2e vice président de l'intersyndicale, Emerson Gapea, les maux qui minent leur administration sont nombreux. Il cite, entre autres, "le refus catégorique de l'exercice de la liberté syndicale sur le site du Crou-B; intimidation et menace systématique de tous les agents syndicalistes; la confiscation des moyens de travail (véhicules de liaison, moyens financiers, mission Côte d'Ivoire et hors du pays) ; la gestion cavalière des heures supplémentaires; les conditions de travail désastreuses; le refus catégorique de formation, selon les grades et catégories de la fonction publique...". Et d'ajouter : "Nous voulons dialoguer. Nous voulons faire des suggestions pour améliorer la gestion du Crou". Avant de menacer : "Si rien n'est fait, on viendra en assemblée générale, et s'il y a lieu, nous allons entrer en grève".

LADJI ABOU SANOGO



GRÈVE DANS LES HÔPITAUX PUBLICS

Les syndicats défient le gouvernement



Une vue de la conférence de la plateforme des agents de la santé

Les malades interrogés ont l'air déprimé et inquiet car, ils n'ont été pas reçus par les médecins depuis 7 H 30 mn qu'ils sont au CHU de Cocody. «Depuis le matin, personne ne nous reçoit alors que nous sommes venus sans avoir pris le petit déjeuner pour raison prise de sang ou autre examens médicaux. Les médecins nous ont demandé de repasser un autre jour après la grève », affirme en chœur un groupe de malades entassés dans la cour du CHU de Cocody hier mardi à 12 heures. Quelques médecins se baladent, d'autres dévissent entre eux dans tous les couloirs. C'est constat fait hier au CHU de Cocody et presque dans tous les hôpitaux publics de Côte d'Ivoire. Les agents de santé sont à leur tour entrés dans la danse pour les trois (3) jours et ce depuis le lundi dernier. Cette grève va-t-elle prospérer ? La réponse à cette question, ce mercredi 13 novembre après l'assemblée générale organisée par les agents de la santé. Cette information a été donnée par Valentin Oulai, porte-parole de la plateforme des syndicats de la santé, lors d'une conférence de presse qu'il a animée hier mardi 12 novembre à l'institut national de santé publique (INSP) sis à Adjamé. Selon le conférencier, cette grève de trois jours a été décrétée pour revendiquer certains avantages liés à leur formation est assuré par les agents en grève pour la sécurité médicale des malades. « Nous avons entamé la grève. Et nous sommes satisfaits car la population dans sa grande majorité nous soutient d'une part et d'autres part, nous avons enregistré un taux de suivi de 70% à Arrah, Bouaké, Zouan Hounien, Dimbokro et le Centre hospitalier universitaire (CHU) de Cocody. Les agents du CHU de Treichville sont sous pression, donc ils ne peuvent pas suivre normalement la grève », a-t-il indiqué. Poursuivant, il a indiqué que les revendications à caractère pécuniaires sont entre autres la prime de risque sanitaire, exigée pour tous les agents de santé. La plateforme note que certains agents bénéficient de 30 000 Fcfa, mais le plafond exigé est de 75 000 Fcfa et tout le personnel doit en être bénéficiaire les agents administratifs et ceux de l'hygiène. « Y compris également une indemnité de logement qui est seulement attribuée aux médecins à hauteur de 70 000 Fcfa. Nous

souhaitons que ces primes soient étendues aux infirmiers, aux sages-femmes, au personnel administratif et aux administrateurs », a-t-il clamé. La plateforme des syndicats de la santé revendique en outre une indemnité pour les acteurs des corps particuliers qui devrait être de 50 000 Fcfa selon les résolutions de l'atelier de Jacquville, organisé avec le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique ainsi qu'une prime d'incitation, instituée avec l'accord de la tutelle. Aux dires de Valentin Oulai, l'arrimage de la couverture maladie universelle (CMU) - la mutuelle des fonctionnaires (MUGEFCI) est un programme social imposé par le gouvernement ivoirien et qui empêche les Ivoiriens de pouvoir se soigner convenablement du fait de sa mauvaise application. « Nous voulons la MUGEFCI dans sa forme initiale au bénéfice de tous les fonctionnaires de Côte d'Ivoire. Nous épousons certes la CUM, mais en tant que fonctionnaires, nous sommes aussi bénéficiaires des prestations de la MUGEFCI. Il ne faudrait pas que cet appareil disparaisse au profit d'une couverture qui est en phase d'expérimentation », a-t-il laissé entendre. Pour le conférencier une couverture sociale est faite au profit des personnes vulnérables, qui n'ont pas la possibilité d'accéder à un certain niveau de soins. «Mais les fonctionnaires de la Côte d'Ivoire qui ont un appareil bien envié dans la sous-région se demandent, pourquoi la MUGEFCI ? Donc, la plateforme des syndicats de la santé exige la suppression immédiate de cet arrimage pour permettre aux fonctionnaires de se soigner aisément», a-t-il insisté. Concernant les revendications à caractère académiques et professionnels, la faitière veut une reconnaissance du Certificat d'étude spécialisée (CES) qui devrait permettre de rémunérer le médecin qui en dehors du diplôme d'Etat, acquiert une spécialisation à des frais très élevés. « Au niveau de l'Institut de formation des agents de santé (INFAS), école de formation des infirmiers et sages-femmes, nous plaçons pour qu'après le système LMD, ces praticiens de la santé aillent au doctorat parce que le diplôme d'Etat décerné est reconnu localement », a-t-il dit. Par ailleurs, Valentin Oulai et ses camarades refusent de s'associer à la journée d'hommage organisée par les agents de la santé à Gon Coulibaly. «Car pour nous, cette action est purement politique. Nous ne pouvons pas aller rendre hommage à un politicien sachant que nous vivons et travaillons dans la précarité », a-t-il conclu. Cette plateforme est composée de sept (7) syndicats reconnus en Côte d'Ivoire. La qualité de soins passe nécessairement par les bonnes conditions de travail et de vie des agents de la santé pour un pays qui veut atteindre l'émergence à trois mois de 2020, année annoncée par le régime pour y parvenir. Le temps fera certainement mentir ceux qui n'ont de cesse que de promettre dans le vide.

ESTER TANO

Arrimage raté CNAM-CMU-MUGEFCI

Les enseignants du Technique et de la Formation professionnelle dénoncent un gros cafouillage



Raphaël Kouamé Zouzou s'est dit très inquiet de la situation qui prévaut à l'enseignement technique et à la formation professionnelle.

Les enseignants de l'enseignement technique et de la formation professionnelle étaient récemment réunis au lycée technique et professionnel de Yopougon, en Assemblée générale ordinaire (Ago) de rentrée syndicale du Synafetpci. Le Syndicat national des formateurs de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (leur syndicat). Raphaël Kouamé Zouzou, secrétaire général de ce syndicat, qui a présidé cette réunion syndicale, a dénoncé selon ses propres termes, « le cafouillage lié à l'arrimage raté Cnam-Cmu-Mugefci ». Et d'ajouter : « Actuellement, nos camarades fonctionnaires n'arrivent plus à se soigner ». C'est un discours de vérité qu'il a prononcé face à ses militants. L'Ago a recommandé que le Synafetpci aille vers les autres syndicats de fonctionnaires pour sonner la mobilisation. « Que l'Etat nous laisse nous soigner par la carte Mugefci. Si les pouvoirs publics veulent forcément mettre la Cmu en œuvre, qu'ils conservent cependant, les prestations que la Mugefci nous donnait. Pour cela, le panier des soins doit être étoffé. Nous ne sommes pas con cernés par cette histoire de parcours ou de pyramide médicale. Nous refusons de nous faire soigner dans les centres de santé », a fustigé Raphaël Kouamé Zouzou. L'Ago a par ailleurs demandé avec insistance que l'Etat proroge le délai de validité de la carte Mugefci au 31 décembre 2020 au lieu du 31 décembre 2019. Et de revoir le délai de délivrance de la carte Cmu. « Ceux qui se sont enrôlés depuis 2015-2017, n'ont pas encore reçu de cartes Cmu. », a-t-il déploré. Le second point à l'ordre du jour débattu à cette Ago, ce sont les revendications du Synafetpci restées pendantes depuis janvier 2019. Notamment, celle de la revalorisation des

indemnités de logement. Et Raphaël Kouamé Zouzou de faire la genèse des négociations entre les syndicats du secteur éducation-formation et le ministère de tutelle. « Nous étions à Grand-Bassam et au Centre national des matériels scientifiques (Cnms) à Abidjan Cocody en avril dernier. Les travaux (les points d'accord et de désaccord) ont été consignés dans un document sous forme de rapport de synthèse. Ledit rapport a été transmis au ministre de tutelle, paraphé par tous les syndicats participants, déposé sur la table du chef du gouvernement. Depuis lors jusqu'à aujourd'hui, le chef du gouvernement n'a pas encore dit ce qu'il compte faire et ne compte pas faire, relativement à ce rapport de synthèse », a-t-il relevé. L'Ago a recommandé en outre, la création d'un grand groupe de syndicats de fonctionnaires qui partage la même revendication ; la relance par courrier des pouvoirs publics. « Si le gouvernement ne donne pas une réponse concrète dans un bref délai, le Synafetpci sera obligé d'observer un arrêt de travail, en synergie avec d'autres syndicats de fonctionnaires », a-t-il averti. Le dernier point à l'ordre du jour, et qui a suscité un vif intérêt des militants, a été incontestablement les examens professionnels. Raphaël Kouamé Zouzou a exigé de la tutelle, une hausse du budget de l'organisation des examens. « L'impression qu'on a, c'est que l'examen professionnel est moins important que les examens à grand tirage de l'Education nationale. Il y a un déficit budgétaire chronique chaque année. Ce qui fait que l'organe chargé des examens professionnels n'arrive pas à honorer ses engagements vis-à-vis des enseignants et des prestataires. La maçonnerie est très importante aux examens. Il faut comme matériel, le sable et le ciment. Ce qui n'est pas malheureusement pas le cas. Tout simplement parce que le budget de l'organisation des examens professionnels ne suffit pas. Et on nous demande de bricoler pour obtenir de bons résultats », a-t-il déclaré. Il a lancé un ultimatum au gouvernement pour l'apurement de toutes les indemnités liées aux examens, d'ici décembre 2019.

L'organisation des examens professionnels : le cri de détresse des enseignants. « Nous refusons de rentrer dans la nouvelle année avec des arriérés. Si on doit payer en année plus 1, cela devient des arriérés. Nous demandons à l'Etat de sauver les examens professionnels en augmentant le budget alloué à ces examens. Chaque année le nombre de candidats croît et le budget stagne », s'est-il indigné. Et de conclure sur ce dernier point à l'ordre

du jour : « C'est le même budget qui est reconduit de façon systématique chaque année. Depuis 3 ans, l'Etat a autorisé le BT a l'enseignement privé. Ce qui fait que les effectifs dans le privé sont plus élevés qu'au public. Si le budget reste encore intact cette année, l'évaluation sera catastrophique. On demande a un commissaire (président de jury) d'aller a Tengrela, au nord du pays, avec ses propres moyens. Mémé s'il est de bonne moralité, il cédera a coup sur, a la corruption, voire a toutes les tentations ».

CHARLES BÉDÉ

Raymonde Goudou Coffie à propos de Bédié et Gbagbo

“Une alliance qui va faire se retourner Houphouët dans sa tombe”



Raymonde Goudou Coffie au micro (Photo DR)

et la discipline qui caractérisent les militants du Rhdp.

SOSTHÈNE DO

La salle de mariage de la mairie de Toumodi a été, dimanche 10 novembre 2019, le cadre d'une rencontre entre la coordonnatrice régionale Rhdp Bélier, Raymonde Goudou et des nouveaux délégués départementaux, sous-préfectoraux et communaux de ce parti. La ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public était entourée de coordonnateurs régionaux associés, que sont la sénatrice du Bélier Tamini Adjoua N'Go Louise, le maire N'Dri Germain, et le professeur Kouassi Mermoz. L'ordre du jour de la réunion était composé de 08 points, à savoir informations, présentation des délégués, organisation de la coordination régionale, feuilles de route des délégations, nominations des différentes structures, présentation du secrétariat permanent, grand rassemblement du Rhdp les 06 et 07 décembre 2019 à Yamoussoukro et divers. La ministre Goudou Raymonde a développé les différents centres d'intérêt de cette cérémonie et s'est attardée sur le prochain grand rassemblement de Yamoussoukro où " tout l'espace du grand meeting prévu devra être couvert de monde." Elle a interpellé les militants qui sont restés au Pdc-Daoukro : « Il y'a une faille dans cette plateforme qui peut-être va faire se retourner le président Houphouët Boigny dans sa tombe. C'est une véritable alliance contrenature. On ne peut pas être fier d'une mobilisation alors qu'on est conscient qu'elle est contre nature. La nôtre sera une mobilisation normale. Ce ne sont pas les enfants d'Houphouët Boigny qui étaient là-bas ». Le maire N'Dri Germain a lu les points de diligence émanant de la direction exécutive relativement au rassemblement, et la sénatrice Tamini s'est félicitée de l'union, l'entente parfaite

Conseil national du tourisme / Les membres du Conseil national du tourisme ont été installés par Siandou Fofana, ministre du Tourisme et des loisirs.

Siandou Fofana installe Dr Apling Kouassi et ses collaborateurs



Le ministre Siandou Fofana a donné des consignes claires à Dr Apling Kouassi et ses collaborateurs.

loisirs dont Diomandé Mamadou de la Fédération nationale de l'industrie touristique de Côte d'Ivoire (Fenitourci), Lolo Diby Cléophas de la fédération nationale de l'industrie hôtelière de Côte d'Ivoire (Fnih-Ci), Marie-Reine Koné de l'association des professionnels du voyage, ont salué la mise en place de cette nouvelle structure. Qui donnera certainement une plus-value au secteur du tourisme et des loisirs en Côte d'Ivoire.

RODRIQUE KONAN

Le ministre du Tourisme et des loisirs, Siandou Fofana, a installé récemment à Heden Golf Hôtel d'Abidjan-Cocody, le conseil national du tourisme. Cette structure est dirigée par Dr Apling Kouassi, par ailleurs secrétaire exécutif, avec rang de directeur général. Elle compte plusieurs acteurs du monde touristique regroupés en commission. Créé par le décret N°2018/385 du 4 avril 2018 du président Alassane Ouattara, ce conseil sera l'instrument permettant d'amplifier le dialogue et la concertation du secteur privé et du secteur public. Ce, afin que cette concertation crée une synergie d'actions au profit des acteurs du tourisme. La cérémonie qui s'est tenue en présence des professionnels du secteur du tourisme a permis au ministre de présenter les avancées qualitatives de "Sublime Côte d'Ivoire", le plan stratégique national qui vise à repositionner le pays sur l'échiquier international. Selon lui, les commissions doivent lancer des débats francs et sérieux. « Il faut qu'à l'issue de ces débats naissent des propositions et des suggestions. Il faudra donc confronter les idées des professionnels du secteur qui peuvent faire l'objet de décret de prise de décision de la part du gouvernement », a-t-il expliqué. Il a par ailleurs instruit les commissions de ce conseil de travailler en parfaite symbiose afin que ce ne soit pas un lieu d'empoigne, de confrontation vaine et inutile, mais au contraire, une tribune pour des échanges fructueux. Pour que chacun apporte sa contribution à l'édification d'une Côte d'Ivoire nouvelle. Plusieurs présidents de faitières et structures sous tutelle du ministère du Tourisme et des

Assemblée nationale / Le ministre des Affaires étrangères, Marcel Amon-Tanoh a défendu, hier mardi 12 novembre 2019, 4 projets de loi devant les députés de la Commission des relations extérieures.

Marcel Amon -Tanoh a défendu 4 projets de loi, hier



Marcel Amon-Tanoh était face aux députés de la Cre, hier.

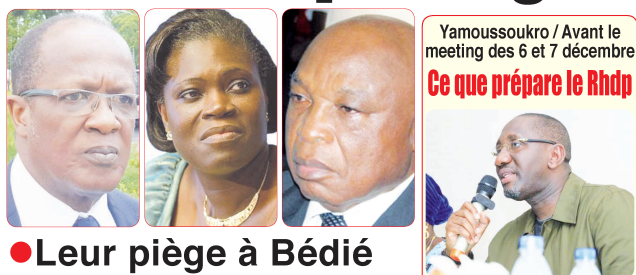
défendu, hier mardi 12 novembre 2019, 4 projets de loi devant les députés de la Commission des relations extérieures. L'émissaire du gouvernement a développé ses arguments devant permettre aux représentants du peuple à entériner les projets de loi. A l'unanimité des membres de la commission présents, les quatre projets de loi qui sont : Le projet de loi autorisant le président de la République à ratifier le traité révisé de la Conférence inter-africaine de la Prévoyance Sociale(Cipres), signé le 14 février 2014 à Abidjan. Le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité de Marrakech visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées. Le projet de loi autorisant le Président de la République à l'accord sur les privilèges et immunités du fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme, signé le 04 juillet dernier et le projet de loi autorisant le président de la République à ratifier la charte de la Renaissance Culturelle Africaine, adoptée le 24 janvier 2006 à Khartoum au Soudan, ont été adoptés.

Le ministre des Affaires étrangères, Marcel Amon-Tanoh a

Plate-forme Cdrp de Bédié / Si ce n'est pas un désaveu qu'ils ont voulu retentissant, c'est le signe d'une idylle non envisageable que les "Gor" et la coalition Eds, ont tenu à exprimer à Henri Konan Bédié, le mercredi 6 novembre dernier.

Pourquoi les "Gor" et Eds n'en veulent pas

Pourquoi les "Gor" et Eds n'ont pas signé



● Leur piège à Bédié

La plate-forme de l'opposition politique longtemps annoncée par Henri Konan Bédié, président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (Pdci) a été enfin mise en place le mercredi 6 novembre dernier. Ses géniteurs l'ont baptisée Coalition pour la démocratie, la réconciliation et la paix (Cdrp). Elle est composée de dix sept partis et mouvements politiques. Le "sphinx", initiateur du projet, qui a attiré ses alliés dans son antre de Daoukro, en a été désigné président. Mais il faut le dire tout net. Les partisans de l'ex-chef de l'État Laurent Gbagbo, qu'on appelle les "Gbagbo ou rien" ou (Gor), et les militants de la coalition Ensemble pour la démocratie et la souveraineté (Eds), ensemble de partis proches de Gbagbo, n'en sont pas signataires. Une telle absence, quoi qu'on veuille, suscite forcément de nombreuses interrogations tant au niveau des observateurs de la scène politique ivoirienne, que de certains militants "Gor" et Eds. Tout comme au niveau de tous ceux qui ne veulent pas se voiler la face. Surtout que Seul Dieu sait le nombre de nuits blanches que le président du Pdci a dû passer à méditer sur les tenants et les aboutissants de son "business" et le nombre d'heures de prières qu'il a consacré à ce sujet, afin de réussir à rencontrer Laurent Gbagbo himself, at à lui faire accepter son adhésion au sein de cette plate-forme. Sans oublier qu'il (Bédié) a autrefois séjourné trois mois durant en Europe, dans l'optique d'obtenir juste quelques heures d'échanges avec l'ex-chef de l'État, en liberté conditionnelle à Bruxelles. A ce sujet donc, des sources dignes de foi

indiquent que l'exégète premier de la refondation qui continue depuis la Belgique d'avoir la main mise sur la frange dissidente du Front populaire ivoirien (Fpi), aurait été clair non seulement avec ses lieutenants, mais aussi avec Bédié lors de leur rencontre. Pour Laurent Gbagbo il ne serait pas question pour l'instant pour ses partisans et lui de parler de la question d'élection, quelle que soit la nature de cette élection. L'objectif selon eux serait et reste « la question de la réconciliation des Ivoiriens ». C'est seulement lorsque « cette réconciliation » aura été acquise de leur point de vue, que la question des élections peut être mise sur la table des discussions. Or, à l'opposé, le président du plus vieux parti de Côte d'Ivoire lui, tient une montre à la main et a déjà engagé une course contre celle-ci, relativement à l'élection présidentielle de 2020. Et dans sa lancé, Henri Konan Bédié, ne compterait plus perdre du temps vers l'atteinte de son objectif. D'où le choc des positions qui a conduit ses potentiels alliés qu'il a longtemps courtisés, à refuser finalement d'apposer leurs signatures au bas du document fondateur de la Cdrp. Eux, refusent de parler d'élection. En tout cas pas, tant que leur mentor est encore tenu en liberté conditionnelle.

La « réconciliation » selon les "Gor" et Eds Lorsqu'on reste attentif aux différentes interventions des militants Eds et "Gor", on a le sentiment que le mot "réconciliation" a une définition autre que celle que donne le dictionnaire "Larousse" qui stipule que c'est « L'action de rétablir l'amitié entre des personnes brouillées ». Ou tout au plus que « la réconciliation des Ivoiriens », selon eux a un contenu autre que ce que l'on connaît déjà. A la vérité, que ces gens se servent du vocable « réconciliation » aujourd'hui pour engager une campagne comme si cette réconciliation n'est pas effective en Côte d'Ivoire, serait faire de l'intoxication. Et c'est justement la trompette de l'intoxication que les "Gor" et Eds, ont embouché. Au fond, pour eux, la «réconciliation» serait purement et simplement synonyme de la « libération totale de Laurent Gbagbo et Blé Goudé ». Et tant que ces deux qui sont en liberté conditionnelle n'ont pas recouvré la totale liberté, leurs proches s'obstineront à dire qu'il n'existe toujours pas de réconciliation en Côte d'Ivoire. A ce sujet, il convient de rappeler que dès son accession au pouvoir en 2011, le président de la République Alassane Ouattara a engagé de vigoureuses actions en faveur de la réconciliation.



Les partisans de Gbagbo refusent de s'allier à Henri Konan Bédié

Les actions de réconciliations du Président Alassane

Ouattara Au lendemain de sa prestation de serment en qualité de président de la République de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara a mis en place la Commission dialogue, vérité et réconciliation (Cdvr), avec pour président Charles Konan Banny, vice-président du Pdc. Durant quatre ans (deux mandats successifs de deux ans chacun) avec un budget de fonctionnement total d'environ neuf milliards de franc cfa, Banny a sillonné la Côte d'Ivoire pour aider les Ivoiriens à se réconcilier. Sur les cendres de la Cdvr, le chef de l'exécutif ivoirien soucieux de la réconciliation en Côte d'Ivoire a mis en place la Commission nationale pour la réconciliation et l'indemnisation de victimes(Conariv). Cette structure dirigée par Monseigneur Siméon Ahouana a aussi travaillé à la réconciliation des Ivoiriens et surtout à indemniser les victimes. En plus de tout ceci, le Président Ouattara a lui-même pris son bâton de pèlerin pour aller à la rencontre des exilés. Il s'est rendu dans des pays comme le Ghana, le Bénin, le Togo, le Nigéria, le Libéria, et même en Europe pour demander à tous les Ivoiriens qui y sont exilés de rentrer en Côte d'Ivoire. Suite à cette longue tournée, plusieurs milliers d'Ivoiriens ont regagné le pays. Et ceux qui étaient en fonction dans l'administration publique ont retrouvé leurs postes. Ce n'est pas tout. Au plan local le Président Ouattara a par décret octroyé la grâce présidentielle à plusieurs prisonniers, à l'image de Simone Gbagbo, Pascal Affi N'guessan, Lida Kouassi Moïse qui ont donc recouvré la liberté. Et bien d'autres actions. A la vérité, comment après toutes ces actions, peut-on encore penser qu'en Côte d'Ivoire il n'existe pas de réconciliation et qu'on en fasse un sujet de premier ordre ? Un peut comme si les populations se bouffaient le nez ici ? Les "Gor" et les autres proches de Gbagbo doivent tenir un langage de vérité à leurs partisans. Ils ne veulent pas de la réconciliation. La réconciliation existe en ce moment en Côte d'Ivoire, mais ce qu'ils veulent, c'est la libération de Gbagbo. C'est tout. Or les choses vues sous cet angle sont l'expression d'une méchanceté qui ne dit pas son nom. Pourquoi les autres citoyens libérés ou rentrés au pays ne sont-ils pas considérés comme l'expression de la réconciliation et que seule la libération de Gbagbo est-elle considérée comme étant la réconciliation ? Dans tous les cas, les Ivoiriens ont compris le jeu de ruse des "Gor" et Eds.

MARCEL TIM



Adjoumani répond à Soro

«La Côte d'Ivoire ne brûlera point; nous allons dénicher les sempiternels déstabilisateurs »



Le porte-parole principal du RHDP, Kobénan Kouassi Adjoumani, lors d'un échange avec la presse ce lundi, s'est prononcé sur la situation-sociopolitique en Côte d'Ivoire. Notamment, sur les récentes attaques de l'opposition ivoirienne contre son parti le RHDP et son président de directoire Alassane Ouattara. M. Adjoumani a, en effet déploré, les pics envoyés par l'ex président de l'Assemblée nationale, Guillaume Soro depuis l'étranger contre le pouvoir actuel. « Nous avons eu connaissance des propos désinvoltes de M. Soro à l'encontre du Président de la République, par ailleurs Président du RHDP. C'est malheureux de constater que quelqu'un qui a occupé de si hautes fonctions puisse s'adonner à des basses besognes. Parcourir le monde, pour tenter vainement de dénigrer son pays, pour insulter ses autorités ne sont pas des pratiques républicaines dignes d'un ancien Premier ministre ou d'un ancien Président de l'Assemblée nationale », a-t-il déclaré. Pour lui il s'agit, d'une véritable activité de rébellion contre la Côte d'Ivoire, à l'international, dans le souci de décapiter la belle image qu'affiche le Président de la République sur la scène mondiale. Cette attitude de Guillaume Soro n'a pas manqué de susciter plusieurs questions rhétoriques dans l'esprit du porte-parole principal du RHDP. « Quel est ce leader syndical qui hier dénonçait la dictature fascisante de M. Bédié qui est devenu aujourd'hui son idole politique ? Quel est ce chef rebelle qui criait hier sur tous les toits que M. Gbagbo était le dictateur le plus cruel que la terre ait enfanté et qui aujourd'hui fait des mains et pieds, pour obtenir une audience avec ce dernier à Bruxelles ? Quel est ce leader politique ivoirien qui est devenu ministre, puis

Premier ministre sans avoir été une seule fois dans sa vie, fonctionnaire dans une administration publique ou agent d'une société privée ? Quel est ce Président de l'Assemblée Nationale qui en pleine fonction, a été surpris de manœuvre de déstabilisation contre un pays frère, ami et souverain en donnant des instructions précises et des moyens à un général putschiste ? Quel est ce Président de l'Assemblée Nationale dont le Directeur de protocole cachait des tonnes d'armes à son domicile à Bouaké ? Quel est ce chef rebelle qui se fait peur en organisant une tentative d'auto-arrestation dans un hôtel en Espagne ? Quel est ce leader politique qui dans sa quête de statut de martyr des temps modernes vilipende le pays qu'il envisage de diriger demain ? Peut-il y a avoir pire dictateur que celui qui a assassiné la démocratie en Côte d'Ivoire, en menant une rébellion qui a planté le glaive dans le sein de la mère patrie ? Le monde peut-il accorder du crédit à un assoiffé de pouvoir de cet acabit ? », a-t-il énuméré à l'endroit de Guillaume Soro l'invitant à répondre tout en assurant avoir encore « beaucoup à dire » mais préfère en rester là pour l'instant. « Qu'il sache qu'à son sujet, nous avons beaucoup à dire et beaucoup de questions à formuler, mais nous reviendrons à la charge quand il aura épuisé ce premier volet que nous soumettons à sa sagacité », a-t-il prévenu. « Si jamais il ne se laisse pas gagner par la sagesse et la retenue, nous pourrions par exemple, lui demander d'éclaircir certains points sombres de la rébellion, à Bouaké, à Sakassou, à Korhogo, etc ». Face aux éventuelles menaces de « déstabilisations du pays », le porte-parole du RHDP s'est voulu rassurant : « Dores et déjà, je voudrais le rassurer et rassurer tous les ivoiriens que la Côte d'Ivoire dirigée par le Président Alassane Ouattara ne brûlera pas. Elle ne brûlera pas, parce que nous avons pu géolocaliser tous les fauteurs de trouble avec leur propre GPS ». Il estime que la Côte d'Ivoire ne brûlera pas, parce que les ivoiriens sont prêts à opposer une résistance farouche aux pêcheurs en eaux troubles. « La Côte d'Ivoire ne brûlera point, parce que nous allons dénicher les sempiternels déstabilisateurs et les extraire de leur cachette les plus secrètes. Et face aux propos belliqueux de M. Soro Guillaume, je voudrais rassurer les ivoiriens et la communauté internationale que le Président Alassane Ouattara ne ménage aucun effort, pour satisfaire les besoins, les préoccupations des ivoiriens », a-t-il rassuré. Evoquant la mise en place d'une nouvelle plateforme de l'opposition comprenant son ex allié le PDCI-DRA, le porte-parole du parti au pouvoir a été catégorique.

« La CDRP (ndr : Coalition pour la démocratie, la réconciliation (CDRP) de M. Bédié est un échec personnel pour M. Bédié et un cuisant échec pour toute l'opposition. Car, vous le savez bien, en lançant l'idée d'une plateforme, il caressait en réalité un rêve beaucoup plus grand, ce qui l'a amené du reste à dénoncer l'alliance avec le RHDP ». Misant sur une alliance avec le FPI et l'ex-Président Laurent Gbagbo, M. Adjoumani estime qu'au bout du compte « M. Bédié a perdu M. Gbagbo et M. Affi N'Guessan et a dû se résoudre à composer une plateforme qui est en fait un conglomérat de micro-partis». « Je voudrais vous faire remarquer que le Président de cette coalition s'appelle Henri Konan Bédié, par ailleurs, président du PDCI-RDA Daoukro. Le Secrétaire permanent n'est autre que le Secrétaire exécutif du PDCI, M. Guikahué. Rien a donc changé. C'est blanc bonnet, bonnet blanc, a-t-il poursuivi. Je pourrais même ajouter que c'est une nouvelle dénomination du PDCI qui devient désormais PDCI-CRDP. Le fait pour M. Bédié et M. Guikahué d'occuper les postes les plus stratégiques est la manifestation du mépris qu'ils ont pour leurs alliés qui à leurs yeux ne représentent rien ». Pour lui, il n'est pas trop tard et M. Bédié peut toujours revenir au RHDP ; car « c'est l'unique alternative qui lui reste pour échapper à l'humiliation en 2020 ». « M. Bédié a été trompé par ses collaborateurs qui lui ont fait croire qu'il avait une opportunité unique de redevenir Président de la République », a-t-il regretté.

REGION DU BELIER / RAYMONDE GOUDOU COFFIE

“Nous allons transformer la région du Bélier en bastion du RHDP”



La ministre Goudou Coffie s'est félicitée de la présence massive des responsables à cette rencontre.

cette rencontre. Ainsi que du travail qui est en train d'être fait sur le terrain, à savoir l'enregistrement des militants à travers la plate-forme «e-Militant». Elle a insisté sur le volet de la communication et les techniques de langage à utiliser pour être convaincant dans la recherche de nouveaux militants. Raymonde Goudou Coffie s'est voulue rassurante quant à la normalisation des relations entre le président du PDCI, Henri Konan Bédié, et son jeune frère, le président de la République, Alassane Ouattara.

JAQUELIN MINTOH

Faire de la région du Bélier, un bastion du RHDP. C'est le pari que veut réussir Raymonde Coffie Goudou, coordonnatrice du RHDP dans la région du Bélier. Dimanche dernier, lors d'une rencontre avec les coordonnateurs associés, les délégués départementaux, communaux, sous-préfectoraux et les responsables des sections et comités de base venus de Didiévi, Tiébissou, Toumodi, Kocumbo, Agonda, Tié-N'Diékro, Djékanou, Raymonde Goudou a remis la feuille de route pour l'occupation du terrain. «Je vous mets en mission conformément aux instructions de la haute direction de notre formation politique en général, et de la direction exécutive en particulier. Je vous engage à aller aux contacts de nos populations pour faire d'elles, les militants du RHDP et repositionner le parti comme la première force politique dans notre région» a-t-elle recommandé à son commando. Elle les a exhortés à travailler en parfaite symbiose avec leurs responsables départementaux, communaux, sous-préfectoraux afin que ceux-ci remontent les résultats à temps à la coordination en charge de la région pour être en phase avec la direction exécutive. L'un des temps forts de ces échanges fructueux a été la commémoration du décès du premier président de la République, Félix Houphouët-Boigny, les 6 et 7 décembre prochain. Sur cette question, la coordinatrice a invité les uns et les autres à relever le défi de la mobilisation. «Nous devons mobiliser 15.000 participants en raison de 5000 pour Didiévi, Tiébissou et Toumodi», a-t-elle recommandé. Revenant à l'organisation de la coordination de son parti, la ministre Goudou Coffie s'est félicitée de la présence massive des responsables à